Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 1 | Mars 2011

Facteur 4

Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret, 2011, *de la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris : La Découverte, 191 p.

Igor Martinache

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8900>

DOI : 10.4000/developpementdurable.8900

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Igor Martinache, « Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret, 2011, *de la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris : La Découverte, 191 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 1 | Mars 2011, mis en ligne le 20 mars 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8900> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8900>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret, 2011, *de la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir*, Paris : La Découverte, 191 p.

Igor Martinache

- 1 Souvent, les ouvrages collectifs se limitent à la juxtaposition de contributions où chaque auteur expose ses propres recherches sans réellement dialoguer avec ses voisins. Au lecteur d'établir les ponts qui se logent fréquemment dans les subtilités d'un jargon dont l'accessibilité est inversement proportionnelle à la volonté de paraître « scientifique ». Ou, pire encore, les désaccords entre les co-auteurs y sont

pudiquement cachés sous le tapis pour laisser place à une espèce de consensus aussi mou qu'il est vague. On peut donc saluer la volonté des co-auteurs de *de la convivialité* d'avoir essayé d'éviter ces écueils, ce qui est bien le moins étant donné le thème commun qu'ils se sont donnés. Ce livre est en effet issu d'une rencontre organisée en juillet dernier par Marc Humbert à la Maison franco-japonaise de Tokyo¹ autour d'une question initiale aussi simple que subversive : « Une société où la qualité de la vie serait l'objectif prioritaire de son fonctionnement et de sa conduite est-elle possible ? ». Subversive car elle présuppose que ce n'est pas le cas de la nôtre, ce dont nombre de nos contemporains, à commencer par les dirigeants, ne semblent pas s'apercevoir. L'objectif était donc double : établir un diagnostic suffisamment global sur les dysfonctionnements de nos sociétés et esquisser les voies d'accès à une « société conviviale », une société que la grande majorité de la population pourrait qualifier de « bonne », en référence au texte d'Ivan Illich, *La convivialité*, paru en 1973. Voilà en quelque sorte la base commune sur laquelle les intervenants pouvaient s'accorder, constituant ainsi un mouvement baptisé de manière logique « convivialisme », sans pour autant évacuer leurs désaccords. Car si tous se rejoignent bien dans la dénonciation d'un fonctionnement social centré sur l'efficacité *utilitariste*, sur la focalisation sur la *croissance* de cet indicateur hégémonique que représente le Produit Intérieur Brut ou sur le mouvement de « chosification-marchandisation » qui en se généralisant rend progressivement nos sociétés inhumaines, les courants de pensée alternatifs que chacun représente ici ne placent pas pour autant l'accent prioritaire sur le même aspect, ce qui a des implications qui dépassent la simple anecdote.

- 2 En guise de prologue, Alain Caillé, l'un des chefs de file du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (le MAUSS) et de la revue associée, se propose de mettre à jour les postulats utilitaristes et individualistes du projet démocratique tel qu'il se conçoit aujourd'hui et se diffuse sur l'ensemble de la planète. Celui-ci part en effet du principe que si chacun cherche dans tous ses actes la réponse à la question « à quoi ça (me) sert ? », cela permettra à la fois d'amener la prospérité générale et d'éliminer les conflits. Cette relation de cause à effet, qui relève du même type de « pensée magique » que la théorie du ruissellement (ou « *trickle down* »)² et fonctionne tout bien considéré surtout comme un discours de justification, a beau être quotidiennement réfutée, celle-ci continue d'être solidement ancrée dans les imaginaires contemporains. Plus grave, elle en oublie au passage sa finalité, le bien-être général, en faisant potentiellement de chaque homme un instrument au service du plaisir des autres. Un détour par la théorie du don exposée par Marcel Mauss dès 1923³s'avère ainsi profitable. Dans les sociétés mélanésiennes qu'il étudie, l'échange est structuré par la triple obligation de donner, recevoir et rendre, ce qui n'exclut certes pas une tension conflictuelle, bien au contraire, mais permet la reconnaissance par chacun de la valeur inconditionnelle de l'autre. Il s'agit ce faisant de substituer à l'*hybris*, cette démesure des désirs, l'affirmation d'une *commune humanité* comme cœur du projet politique ; ce qui appelle rapidement « *un gigantesque rééquilibrage planétaire [...] : entre Humanité et nature, entre riches et pauvres de l'Occident, entre monde occidental et non occidental* » (p. 24). Un vaste programme qui ne prend cependant peut-être pas la mesure, justement, des rapports de force actuels, et qui demande au préalable de « décoloniser l'imaginaire » selon la formule de Serge Latouche.
- 3 C'est ce à quoi s'emploient ici les auteurs, en présentant de manière aussi claire que synthétique les différents courants de pensée auxquels ils appartiennent respectivement. Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des Comptes,

membre du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) et auteur en 2002 d'un rapport intitulé « *Reconsidérer la richesse* » pour le Secrétaire d'Etat à l'économie sociale, Guy Hascoët⁴, propose ainsi d'envisager le coût du mal-être engendré par la démesure du mode de production et de consommation actuel à partir de trois « *budgets* » faramineux, celui de l'armement, des stupéfiants et de la publicité, qui chacun représente entre 10 et 20 fois les ressources nécessaires selon le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) pour couvrir les besoins vitaux non satisfaits de la population mondiale (nourriture, eau potable, soins et habitat). Cette conversion du regard s'incarne déjà dans différentes initiatives qu'il présente ensuite succinctement : forums sociaux et villes et territoires en transition, qui tentent de prendre le meilleur des sociétés traditionnelles et de la modernité « occidentale » plutôt que de les opposer. Pour Patrick Viveret et les membres du FAIR, dont Jean Gadrey, Dominique Méda et Florence Jany-Catrice, il s'agirait ainsi de prendre acte de la dimension performative des indicateurs et de promouvoir ainsi des alternatives au PIB.

- 4 Un point de vue que ne partage cependant pas Serge Latouche qui, après avoir rappelé non sans ironie qu'un économiste libéral comme Ian Tinbergen avait déjà proposé en 1973 de rebaptiser le PNB en « Bonheur National Brut », passe en revue dans sa contribution différentes entreprises de construction de tels indicateurs alternatifs, notamment de la part des tenants de l'économie de la félicité. Même si le roi du Bhoutan a fait inscrire dans la Constitution de ce pays l'objectif d'accroissement du Bonheur National Brut – distinct cette fois du PNB –, force est de constater que ces alternatives ne réussissent guère à être prises au sérieux. L'instrumentalisation politique par le Président de la République française du récent rapport de la Commission présidée par Joseph Stiglitz⁵ en a constitué une bonne illustration. C'est que, selon Serge Latouche, « *tenter d'inclure l'incalculable dans le calcul mène évidemment à une impasse* » (p. 59). Et celui-ci de présenter ensuite le projet d'une société d'« abondance frugale » (ou de la « sobriété choisie ») que l'on résume souvent par le mot-obus de « *décroissance* » et qui s'articule autour de huit changements interdépendants qui forment un « *cercle vertueux* » résumé par huit verbes en « R » : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Relocaliser, Redistribuer, Réduire, Réutiliser et Recycler.
- 5 Alain Caillé met pour sa part en garde contre une approche non critique de la convivialité et du bien-être telle qu'elle se caractérise dans les deux grandes familles de doctrines éthiques et politiques qui dominent aujourd'hui le champ intellectuel, à savoir la théorie de la justice initiée par John Rawls et les théories de la reconnaissance, qui regroupent selon lui les *subaltern*, *postcolonial* et *gender studies* ou encore la thématique du *care* qui a récemment fait l'objet d'une tentative d'importation dans le champ politique. Mais Alain Caillé tacle ensuite également les entreprises de promotion d'indicateurs de richesse alternatifs, dont la grande diversité rappelle que le choix comme la pondération des différents éléments censés mesurer le bonheur relèvent de l'arbitraire, et surtout parce que, en conservant la visée de quantification, « on peut craindre que la critique ne se retourne contre elle-même en proposant au fond son simple envers tout en restant dans le cadre de pensée utilitariste » (p. 82). Quant à la décroissance, elle pêche selon lui tant par son imprécision que par le fait qu'elle ne tient pas compte de la définition que donnait Spinoza (philosophe qui fait incontestablement objet d'une mode intellectuelle ces temps-ci⁶) de la joie humaine, celle d'une augmentation de la puissance d'agir. Alain Caillé dresse ensuite un inventaire des causes de « *tous nos maux* », les « évidentes » (néolibéralisme, montée des inégalités, etc.) comme les « *plus*

profondes » (dont évidemment la « *disparition de l'esprit du don et de la gratuité* » corrélative de la généralisation d'un « esprit gestionnaire »), avant d'esquisser les grandes lignes d'un projet de « *socialisme radicalisé* », le premier terme étant entendu au sens de Durkheim, comme une subordination de la vie économique aux objectifs conscients de la collectivité, quand le second implique notamment une réelle lutte contre les inégalités et pour l'émancipation.

- 6 Au-delà de leurs désaccords, ces différentes perspectives se rejoignent néanmoins sur la promotion de la « *convivialité* » telle qu'envisagée par Ivan Illich. C'est donc à un rapide retour sur la pensée de celui-ci que Marc Humbert consacre sa contribution. Le *convivialisme* dont celui-ci a posé les jalons peut ainsi se définir comme un « *programme de lutte contre l'exploitation de l'homme par les outils industriels et institutionnels, en opposition aux approches technocratiques et bureaucratiques* » (p. 114), en considérant le sens à la fois large et central que celui-ci accordait à la notion d'outil. Dans une annexe consacrée à Illich, Denis Clerc rappelle plusieurs de ses concepts qui se révèlent extrêmement féconds pour penser la société actuelle : celui de « *monopole radical* », quand une technique semble si efficace qu'elle empêche l'usage de moyens alternatifs, comme l'incarne notamment l'automobile par rapport aux modes de déplacement aujourd'hui dits « doux », et celui de « *contre-productivité* » qui caractérise le stade où une institution a atteint une taille tellement importante qu'elle s'érige en obstacle à sa propre finalité. C'est ainsi que pour Ivan Illich la médecine en était arrivée à nuire à la santé, l'école à l'intelligence ou les moyens de communication à cette dernière. Dans les annexes, on trouvera également un autre texte d'Alain Caillé revenant sur la critique des indicateurs de richesse alternatifs en prolongeant ce que lui ou Serge Latouche avaient déjà avancé. Il conclut cependant son réquisitoire contre les dangers d'une volonté d'évaluer quantitativement l'utilité sociale par la reconnaissance de l'impossibilité de l'évaluer. Trois gardes fous doivent dès lors être établis selon lui : le premier consiste à reconnaître l'incertitude fondamentale qui caractérise toute mesure de la richesse ; le second, corrélatif, à renoncer à vouloir construire un indicateur unique agrégé ; et le dernier consiste à prendre garde de toujours laisser la priorité aux « *motivations intrinsèques* » des agents évalués sur des objectifs fixés en dehors de leur activité. Comme un écho à ce dernier, Michel Renault, maître de conférences à l'Université de Rennes-1, présente enfin le projet expérimental intitulé « *Indicateurs sociétaux de bien-être territorialisés* » (ISBET) qu'il coordonne avec l'ONG PEKEA en Bretagne, qui consiste à inclure le plus grand nombre d'acteurs locaux dans l'élaboration de tels indicateurs. Il montre ainsi au-delà des premiers « résultats » obtenus que le processus en lui-même a un effet sur ses participants, qui sortent eux-mêmes satisfaits de la confrontation de leurs points de vue, ce qui permet notamment de clarifier les représentations différentes que peut véhiculer l'usage de mêmes mots. Cette approche « *pragmatique-transactionnelle* » lui apparaît ainsi pertinente pour rendre opérationnelle la construction de tels indices, et au-delà la mise en œuvre du projet *convivialiste*. Il n'en reste pas moins que de nombreuses interrogations restent encore en suspens à l'issue de cet ouvrage, où la question des rapports de force politique – et avec elle celles des obstacles que rencontrent les différents projets ici présentés pour sortir de la minorité – reste largement escamotée, mais il ne faut pas oublier que celui-ci est destiné à un large public. On ne peut qu'espérer qu'il l'atteigne.

NOTES

1. Ce qui invite à regretter que seuls des intervenants français aient été invités, surtout quand on considère la combustion de kérosène dans la haute atmosphère nécessitée par leur long périple...
 2. Selon lequel il s'agit de laisser les plus riches s'enrichir encore davantage car cela bénéficiera par suite aux plus pauvres.
 3. *Essai sur le don*, Paris, PUF, 2007 [1923]
 4. Disponible en ligne à ce lien : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/024000191/0000.pdf> (consulté le 12 mars 2011).
 5. Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, *Richesse des nations et bien-être des individus*, Paris, Odile Jacob, 2009
 6. Voir par exemple Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique, 2010
-

AUTEUR

IGOR MARTINACHE

Igor Martinache est enseignant de sciences économiques et sociales et ATER en science politique au Ceraps (Université de Lille 2). Ses recherches portent sur les rapports entre sport et politique, ainsi que sur l'engagement des enseignants.